

pierre mendès france
et gabriel ardant
science économique
et lucidité politique



Extrait de la publication



idées/gallimard

Cet ouvrage comprend des passages du livre La Science économique et l'action, préparé par les mêmes auteurs et publié par l'Unesco en 1954. Ces textes ont été reproduits avec la permission de l'Unesco.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays, y compris l'U.R.S.S.

© Éditions Gallimard, 1973.

A Jean de Largentaye



PRÉFACE

Cet ouvrage prend la suite d'un livre qui a été publié sous les auspices de l'Unesco sous le titre La Science économique et l'action.

Ce livre reprend, en les allégeant, plusieurs chapitres se référant surtout aux problèmes d'avant-guerre, mais toute l'étude de l'évolution de ces vingt dernières années est évidemment nouvelle. Depuis le début des années cinquante des changements considérables se sont produits dans l'action économique des gouvernements de l'Ouest comme de l'Est, changements que nous avons exposés et qui font de ce livre un texte pratiquement nouveau; ce qui nous a conduits à en modifier le titre afin d'indiquer au lecteur que la majeure partie du volume est inédite.

Cependant nous avons eu le même souci d'être le plus clair possible, en évitant tout excès de technicité. C'est, en effet, la condition, à défaut de laquelle nous ne pouvions espérer atteindre notre objectif, identique à celui du livre précédent : montrer au plus grand nombre d'hommes, et d'abord à ceux qui ne sont pas des spécialistes de l'économie, que leur vie de tous les jours, leurs possibilités d'emploi, leurs conditions de travail, la qualité de leur milieu, la défense de leur santé et la préservation de leur existence dépendent de la connaissance d'un certain nombre de lois essentielles.

Des erreurs ont été fatales à des nations entières; une meilleure approche de la vérité peut ouvrir des perspectives toutes nouvelles.

A elle seule, l'histoire de l'entre-deux-guerres en apporte la

démonstration massive : un peu allégés, les développements correspondants ont donc été conservés. Ce qui s'est passé depuis la Seconde Guerre mondiale constitue une contre-épreuve non moins démonstrative. Disposant d'un grand nombre d'années supplémentaires, nous nous sommes efforcés de retracer les effets d'une politique économique inspirée d'une conception plus proche de la réalité.

Positifs sur bien des points, les résultats sont cependant loin d'être tous favorables. Le développement de l'inflation pose un problème d'autant plus préoccupant que le plein emploi n'a pas été entièrement réalisé. Nous avons essayé de déterminer les causes de cette situation.



Mais là n'est pas, peut-être, la plus importante différence entre l'entre-deux-guerres et l'après-guerre. Lors des grandes crises qui se sont produites entre 1920 et 1940, les problèmes qui se posaient avaient un caractère global; c'est ce qui donnait toute leur portée aux thèses de Keynes; ce sont des actions macro-économiques qui s'imposaient pour ranimer des activités constamment instables ou déficientes. La situation est devenue bien différente. Les leçons du passé ayant été, au moins dans une certaine mesure, comprises et les politiques correspondantes ayant été, consciemment ou intuitivement, pratiquées, au moins en partie, des obstacles ou des limites spécifiques sont apparus. Très souvent, l'intérêt collectif et notamment le plein emploi des travailleurs ont été sacrifiés puisque, seule, la recherche des intérêts particuliers était considérée comme de nature à assurer la prospérité de l'ensemble.

L'aspiration socialiste a commencé alors à faire un peu partout de larges progrès. Sans doute, le socialisme n'a pas reçu jusqu'ici une véritable définition scientifique. Depuis plus d'un siècle, de multiples écrivains s'en sont réclamés; aucun n'a proposé un schéma ou un modèle accepté par tous ou tout au moins qui puisse donner lieu entre partisans et adversaires à un débat dépourvu de toute ambiguïté. Mais, personne ne le conteste plus vraiment, l'intérêt de la collec-

tivité doit être pris en compte alors qu'il se heurte trop souvent à la recherche du profit individuel; l'État ne peut pas se désintéresser de cette situation et son devoir est d'intervenir.



La nécessité de conserver une politique de l'équilibre mais aussi d'en dépasser l'approche ne donne que plus d'importance au problème du choix entendu très largement : gouverner c'est choisir, vivre, travailler; gérer une affaire, c'est aussi choisir.

Depuis qu'ils réfléchissent à ces problèmes, les hommes ont imaginé et mis en œuvre plusieurs systèmes.

Nous avons déjà évoqué les mérites des mécanismes libéraux, périodiquement redécouverts, mais aussi leurs lacunes et leurs défauts : les imperfections de la concurrence — nous avons mis à jour les chapitres correspondants — et les distorsions d'origine fiscale. Nous avons insisté sur une des lacunes les plus importantes des régimes qui se réclament du libéralisme : la possibilité pour les entreprises de faire peser une partie du coût réel de leur activité sur la nature, donc sur la collectivité, enlaidie, encombrée, polluée, empoisonnée. Quelques mesures déjà prises sont autant d'exemples de ce qui devrait être fait beaucoup plus largement. Dans l'ensemble, on se rend compte, de plus en plus, mais encore très insuffisamment, que les avantages attendus du libéralisme ne peuvent être obtenus que par une action publique soucieuse d'en préserver ou plus exactement d'en reconstituer les conditions. Mais est-ce encore le libéralisme?

En ce qui concerne le monde collectiviste — nous nous en sommes tenus à l'examen de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est qui offraient le meilleur champ d'observation — l'évolution est, en un sens, inverse de la précédente. Dans ce monde différent, les analyses des économistes socialistes qui dénonçaient les méfaits d'une gestion bureaucratique ont précédé ou accompagné les décisions des hommes d'État qui tentaient de réformer les conditions de travail des entreprises : un titre nouveau de ce livre retrace cette évolution parallèle de la pensée et de l'action.

Un dernier titre concerne les choix réfléchis — ceux qui incombent à la collectivité en tant que telle, ceux qui visent directement l'intérêt général. De nouvelles techniques se sont ajoutées — dans un esprit voisin — à celles que nous avons décrites. C'est ainsi que nous avons consacré un chapitre nouveau à l'une d'entre elles qui est, ou plutôt devrait être, un des instruments essentiels du choix des assemblées — et de ceux qui les élisent : la planification.

*

C'est un fait que l'économie moderne, à certains égards, est plus difficile à gérer et les problèmes plus difficiles à traiter que ceux du passé. Pour ne prendre qu'un exemple nous devons tenir compte aujourd'hui de l'existence d'économies dominantes et de leurs effets. Tel est le cas des États-Unis, bien que la production américaine apparaisse aujourd'hui moins compétitive qu'on ne le croyait, il y a une vingtaine d'années, et de l'Allemagne dont l'économie exerce une grande influence, notamment sur le fonctionnement de la Communauté Européenne. Il ne faut pas pour cette raison renoncer à la construction européenne — c'est un autre problème que nous ne pouvons traiter ici — mais la situation nouvelle nous contraint à adopter, pour ce qui nous concerne, une politique plus active et plus consciente.

Un autre facteur de complexité résulte du fait que les économies comportent de plus en plus des secteurs abrités et des secteurs exposés.

Enfin, pour ce qui est des événements les plus récents, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte de l'augmentation du coût de l'énergie (qui, d'après certains, s'accroîtra dans l'avenir), de la crise générale d'inflation que traverse le monde, du désordre monétaire international, etc.

C'est en raison de tous ces facteurs et de toute cette complexité, que l'on ne peut se contenter d'une action générale, en quelque sorte, indiscriminée ou aveugle et que réapparaît l'utilité de mécanismes dont l'importance n'a pas toujours été bien appréhendée par les économistes les plus modernes. L'un des grands problèmes d'aujourd'hui consiste,

par exemple, à harmoniser le jeu du marché et l'efficacité de la planification. Le marché permet aux consommateurs d'exprimer des choix, aux utilisateurs de faire connaître leurs besoins et les gouvernants des pays socialistes en prennent conscience. Il n'en reste pas moins que lorsque des réformes profondes s'imposent, lorsque des transformations organiques sont devenues nécessaires, lorsqu'il s'agit de surmonter des intérêts égoïstes (même s'ils ne sont pas illégaux ou illégitimes) c'est la planification qui doit s'imposer. Il en est ainsi, par exemple, du développement des opérations non rentables, tout au moins à court terme, qui doivent avoir le pas sur les droits acquis, les routines, les intérêts installés. En pareil cas, c'est la planification qui doit s'imposer.

*

En étendant nos recherches, nous n'avons pas tenté de couvrir tout le champ de l'économie. Nous avons choisi seulement, dans des domaines d'une grande importance, quelques exemples des progrès de l'analyse ou de l'observation dont les résultats apparaissent déjà plus clairement. Nous espérons donner ainsi à nos lecteurs le désir de poursuivre leurs réflexions et la volonté de contribuer plus efficacement à l'élaboration des décisions dont dépend leur sort.

Nous avons dû nous limiter aux sociétés industrielles, préférant écarter pour aujourd'hui les pays en voie de développement plutôt que de ne pas leur consacrer la place que mérite leur importance. Nous croyons cependant qu'ils seront les premiers à bénéficier d'une réforme profonde de la pensée et de l'action des sociétés qui se targuent de leur avance.

INTRODUCTION

La plupart des hommes et même beaucoup de gouvernants ne pensent pas que la science économique puisse être utilisée pour la conduite des affaires publiques. Pourtant, derrière la technique, derrière les institutions, on retrouve toujours une certaine conception de l'économie. Les politiques anciennes ou actuelles sont marquées par les théories auxquelles, implicitement ou explicitement, elles se rattachent.

La multiplicité des théories n'est pas un argument suffisant pour nier leur valeur ou ne pas reconnaître leurs applications. Si elles sont nombreuses, c'est que l'économiste, cherchant, en fin de compte, à agir sur la réalité, tend à « coller » à l'événement. Lorsque sa théorie ne lui permet plus d'expliquer les phénomènes, il s'efforce de la modifier; d'où les disputes de doctrines et les variations auxquelles elles donnent lieu.

Quoi qu'il en soit, à chaque ensemble d'idées correspondent certaines conclusions pratiques. Partout dans l'histoire moderne on reconnaît l'interaction des théories et des politiques économiques. Déjà le mercantilisme, dans l'Espagne de Philippe II, la France de Colbert et l'Angleterre de Cromwell, a conduit les gouvernants à tenir compte de l'idée selon laquelle les variations du stock monétaire d'un pays constituent un facteur essentiel de sa prospérité ou de son marasme. Les ministres des premiers États modernes

réglementèrent les transports de numéraire, cherchèrent à drainer les espèces et allèrent jusqu'à limiter les travaux d'orfèvrerie et le port des costumes brodés. Tous ont organisé les industries d'exportation en vue d'attirer les métaux précieux. Beaucoup plus tard, des théoriciens comme l'Allemand Frédéric List, l'Américain Daniel Reymond ont incité des États comme l'Allemagne et les États-Unis à adopter une politique semblable.

En opposition avec ce système, la théorie classique se définit par la croyance aux bienfaits du laisser-faire, de l'initiative individuelle, à la fois pour améliorer la productivité de chaque entreprise et assurer l'équilibre de l'économie dans son ensemble, limiter au minimum la durée et l'effet des pénuries, permettre en tout temps la distribution des produits et l'emploi de tous ceux qui désirent travailler. Le libéralisme s'est présenté dès l'origine comme une œuvre à la fois théorique et pratique. C'est ainsi qu'en France il a ses racines dans ce qu'on a appelé la « secte », où les uns se chargeaient plutôt de la construction scientifique et les autres de la propagande dans les milieux philosophiques ou de la mise en œuvre d'expériences à l'étranger. Un homme comme Turgot symbolise parfaitement la rencontre de la théorie et de l'action. Lorsqu'on parcourt les notes, les mémoires, la correspondance qu'il a rédigés soit comme intendant de Limoges soit comme contrôleur général, on est frappé de sa préoccupation constante de résoudre les problèmes pratiques qui se posent à lui : diminuer les famines, améliorer l'assiette de l'impôt, développer les manufactures, répondre aux besoins de l'État en fonction d'un système raisonné, d'une science économique, et même d'une science politique. Les survivants de l'équipe virent dans la Révolution l'occasion de faire passer leurs idées dans le domaine des faits. Ce fut d'ailleurs une de ces circonstances qui permettent de constater la supériorité de ceux qui possèdent un système réfléchi sur ceux qui se contentent du vague

sentiment que des réformes sont nécessaires, que des abus doivent être supprimés, sans avoir une idée nette de la construction qui doit se substituer à l'édifice abandonné. Du Pont de Nemours a remarqué que, sur bien des points, l'opinion générale n'était pas favorable aux thèses physiocratiques, dont le caractère systématique, dont l'étrangeté des conclusions avaient de quoi heurter. Cependant, ces hommes l'emportèrent souvent du seul fait qu'ils proposaient un système cohérent avec la conviction que leur donnait une longue réflexion préalable. Sans leur action, sans l'appui d'une construction scientifique, bien des faits se seraient sans doute passés de façon analogue, par exemple l'abolition d'un grand nombre d'impôts indirects dont le taux était excessif et la perception vexatoire : les émeutes elles-mêmes exercèrent sur l'Assemblée la pression que l'on sait. Cependant, en l'absence de la théorie du produit net, de cette construction qui faisait du propriétaire foncier celui qui, en tout état de cause, supportait tous les impôts, peut-être n'aurait-on pas assisté à cette simplification extrême qui ramenait le système fiscal aux seuls impôts directs — ou à peu près — et qui faisait de l'impôt foncier la principale contribution du pays.

C'est en Angleterre que l'application de la théorie libérale connut le plus grand succès; Adam Smith, Ricardo et d'autres économistes moins célèbres ont, pendant de longues années, provoqué et soutenu la politique du pays, celle de Cobden, de Gladstone et même de Disraeli.

Reprises systématiquement, allégées de certaines parties par une suite d'économistes, les théories libérales ont d'ailleurs dominé à la fois le système juridique du XIX^e siècle, son régime économique et, sous certaines réserves, ses institutions et ses techniques financières. Un système qui faisait de la concurrence entre les entreprises et de l'abstention de l'État la condition du progrès économique, un système pour

qui l'équilibre devait s'établir spontanément entre la production et la consommation devait conduire à limiter au maximum les interventions de l'État. L'équilibre budgétaire en était un des aspects : la puissance publique devait dépenser ce qu'elle percevait par l'impôt, rien de plus et rien de moins, afin de troubler au minimum l'activité économique des individus. Le rôle de l'État devait se borner à remplir certaines fonctions de caractère très général, à l'exclusion de toute tâche industrielle et commerciale, toute la réglementation budgétaire devait avoir pour objet de bien spécifier ces dépenses, de les rassembler en un document unique, d'assurer avec la plus grande vigueur possible le respect des maximums fixés par le pouvoir politique. L'émission de la monnaie devait être aussi indépendante que possible de l'action de l'État grâce à son fondement métallique, grâce aux règles qui présidaient à l'émission, sinon même à l'autonomie relative des établissements qui en étaient chargés. L'impôt ne devait pas modifier la structure de la société ni la répartition des fortunes.

Ce n'est pas à dire que le système capitaliste ait été entièrement fidèle aux schémas théoriques dont il constituait la transposition. Son inconséquence dans le domaine du commerce extérieur a souvent été relevée. Le principe de l'équilibre budgétaire ne fut pas toujours respecté. Dans le domaine monétaire, et sans parler de l'inflation des dernières guerres, les États ne s'en tinrent jamais à l'attitude négative que leur recommandaient certains économistes. A plusieurs égards, la pratique ne fut donc pas conforme aux principes. Les principes généraux n'en subsistaient pas moins. Ils devaient manifester leur influence de façon particulièrement nette après la Première Guerre mondiale. Si plusieurs pays se fixèrent comme objectif le retour de leur monnaie à la parité d'avant guerre, c'est parce que la théorie classique leur enseignait qu'ils ne devaient pas en redouter les effets durables sur le plan de l'activité économique. Les mêmes raison-







nements retardèrent dans tous les pays, et particulièrement dans certains, l'adoption d'une politique de nature à contrecarrer la crise de 1929.

Ces événements eux-mêmes donnèrent naissance, parallèlement, à une double série de recherches théoriques et de techniques nouvelles. Le système classique avait déjà fait l'objet de critiques de la part des socialistes et particulièrement de Karl Marx.

On sait quelles conclusions pratiques devait en tirer Lénine, qui combina l'étude des phénomènes économiques avec la préparation et la réalisation d'une révolution. Une œuvre comme *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* donne comme fondement au collectivisme l'analyse des « contradictions » de la société capitaliste, la tendance au monopole, la baisse du taux des profits, les crises et les menaces de crises.

D'une façon générale, les crises — surtout celle de 1929 — furent l'occasion d'une sorte d'examen de conscience des économistes et des hommes politiques. Ceux-ci se trouvèrent dans l'obligation de reconnaître que, si la théorie libérale ne leur fournissait pas de solution satisfaisante, l'empirisme des mesures improvisées n'amenait pas non plus de véritable remède. Rarement le besoin d'une construction scientifique apparut aussi nettement. Certains pays s'inspirèrent alors des analyses d'un Hobson, d'un Wicksell, puis d'un Keynes. Ceux-ci — et particulièrement le dernier — complétant certaines analyses antérieures par une étude approfondie des mécanismes monétaires, firent ressortir comment, livrée à elle-même, l'économie capitaliste tendait au chômage. De ce système théorique découlèrent un ensemble de solutions pratiques. Toutes les institutions financières, le budget, le crédit, la monnaie, l'impôt, en reçurent une signification et une fonction nouvelles. La construction scientifique donna donc naissance soit à un emploi différent de techniques anciennes, soit même à l'utilisation de techniques nouvelles. Ce fut le cas notamment dans l'Alle-



-  littérature
-  philosophie
-  sciences
-  sciences humaines
-  idées actuelles
-  arts

pierre mendès france et gabriel ardant : science économique et lucidité politique

Pierre Mendès France et Gabriel Ardant veulent montrer que la science économique importe au sort de chacun d'entre nous, car il n'est pas un homme qui ne pâtisse lourdement des erreurs d'analyse ou qui, au contraire, ne profite des progrès de la réflexion. Les auteurs ont tenté de débarrasser les problèmes de notre temps — inflation, sous-emploi, inégalité, pollution, etc, de toute l'obscurité qui empêche de comprendre comment se posent — à l'Est comme à l'Ouest — les questions fondamentales dont dépendent le niveau de vie, la qualité de l'existence et parfois l'existence elle-même.

Leur propos essentiel : une science économique qui soit au service des hommes, une science économique qui change leur vie.

Extrait de la publication